

Aide de plus de 212 millions d'euros de l'UE au Burundi

PANA, 11/03/2009 Bujumbura, Burundi - Le Burundi va recevoir une enveloppe financière de quelque 212,1 millions d'euros dans le cadre du 10^e Fonds européen de développement (FED), a-t-on appris mercredi à Bujumbura, à l'issue d'une cérémonie de signature d'une convention à cet effet par le commissaire européen au Développement et à l'Aide humanitaire, Louis Michel, et la ministre burundaise des Finances, Mme Clotilde Nizigama. L'aide sera octroyée par tranches successives à partir de M. Louis Michel. "La signature de cette convention est importante dans la mesure où elle prévoit une aide budgétaire directe de 48 millions d'euros sur la période 2009-2011", a-t-il précisé, expliquant que l'aide budgétaire totale en faveur du Burundi au titre du 10^e FED s'élève à 90 millions d'euros.

Cet appui budgétaire vient à point nommé et devrait permettre à l'Etat burundais de combler quelque peu le déficit budgétaire de près de 100 millions d'euros contenu dans la loi des finances 2009, commentait-on dans les milieux économiques à Bujumbura. "C'est un signe de confiance de la Commission européenne", a encore déclaré Louis Michel avant d'ajouter qu'il était en visite à Bujumbura "pour dire aux plus hautes autorités du pays que l'UE allait être un partenaire extrêmement fiable du Burundi, suite aux progrès substantiels réalisés sur le chemin de la paix et la réconciliation nationales". Le Burundi a reçu beaucoup de promesses d'aides financières de la communauté des bailleurs de fonds bilatéraux et multilatéraux sous le nouveau régime du président Pierre Nkurunziza, mais la concrétisation de ces promesses se fait toujours attendre. Lors de la table-ronde de 2007 à Bujumbura, les bailleurs de fonds ont réuni des promesses d'aides totalisant plus de 1,4 milliard de dollars pour la reconstruction et la relance d'une économie nationale qui a été littéralement ruinée par plus d'une décennie de guerre civile. Le niveau de déblocage des promesses tournerait aujourd'hui encore autour de 30% du montant global promis en 2007, selon des sources proches de la commission nationale de coordination des aides internationales à Bujumbura. Certains bailleurs de fonds avancent surtout l'insécurité encore persistante dans le pays pour ne pas mettre littéralement la main à la poche. Au sujet de l'insécurité, l'Etat burundais et les forces nationales de libération (FNL, dernière rébellion encore active dans le pays) peinent à conclure un accord global et définitif d'un cessez-le-feu de nature à rassurer et garantir les investissements étrangers.